Pour présenter des projets pour renforcer l’engagement politique des Européens, la Commission européenne fait la promotion du voile islamique

02/03/2024 à 19h50



En 2024, les citoyens se rendront aux urnes pour les élections du Parlement européen. Face à la baisse de confiance à l’égard de la gouvernance, à l’augmentation de la polarisation politique et aux menaces externes croissantes envers la démocratie, ce Results Pack présente 15 projets financés par Horizon qui explorent les défis actuels auxquels est confrontée la démocratie et testent des solutions innovantes qui soutiennent un meilleur engagement envers le processus démocratique.



© Union européenne, 2024

L’élection du Parlement européen de 2024 se tiendra du 6 au 9 juin. Il s’agira des dixièmes élections parlementaires depuis les premières élections directes de 1979, et des premières depuis que le Royaume-Uni a quitté l’Union. Il arrive à un moment où, plus que jamais, la solidité des systèmes démocratiques de l’Europe est remise en question et où il est urgent de trouver des solutions.L’Europe est confrontée à une série de menaces qui pèsent sur ses idéaux démocratiques.

Les conflits, le changement climatique, la pandémie de COVID-19 et l’invasion de l’Ukraine par la Russie sont autant de facteurs d’incertitude pour le continent.En réponse à ces problèmes, le populisme est en pleine résurgence, qui encourage les citoyens à se détourner des idéaux paneuropéens et de la démocratie libérale pour se concentrer sur les identités d’exclusion et l’intérêt personnel. En conséquence, les politiques qui limitent les droits et les libertés des femmes, des minorités, des citoyens LGBTIQ et des immigrants se multiplient.Il est urgent d’examiner les pratiques de la démocratie et d’identifier des moyens de les améliorer. La recherche financée par Horizon contribue à fournir des réponses.La confiance une composante essentielle de la démocratie.

Sans elle, les citoyens ne peuvent pas s’engager de manière constructive dans le processus démocratique, et les gouvernements et les organismes de réglementation manquent

d’autorité morale. EnTrust, PERITIA et TiGRE explorent différents aspects de la confiance à l’égard de la gouvernance. Ils suggèrent que l’encouragement d’un scepticisme sain à l’égard des instances dirigeantes constitue un fondement essentiel d’une relation responsable entre le citoyen et l’État.

L’accroissement de la participation des citoyens à l’élaboration des politiques est une étape cruciale vers un électorat plus engagé et mieux informé. EUARENAS, EUCOMMEET et DEMOTEC explorent divers aspects de la démocratie délibérative et participative. Ils proposent de nouveaux outils et méthodes destinés à accroître la participation démocratique, allant de budgets participatifs à des espaces délibératifs pour les citoyens. Pour aller encore plus loin, le projet ISEED s’appuie sur des moyens conceptuels et empiriques pour élabore un guide des bonnes pratiques d’engagement des citoyens.

Les médias jouent également un rôle dans les relations entre les gouvernements et les citoyens. EUMEPLAT et MEDIADELCOM entendent tous deux quantifier le rôle des médias dans la contribution, ou le préjudice, au discours public relatif aux questions qui importent aux citoyens. Le projet RADICALISATION étudie la manière dont les extrémistes utilisent les campagnes de désinformation pour radicaliser et recruter de nouveaux membres, et propose des stratégies destinées à prévenir les conflits futurs.

EUGenDem examine le rôle des groupes politiques parlementaires dans la promotion de l’égalité des genres, tandis que dans le contexte de la montée du populisme, le projet LIDD examine l’épée à double tranchant de la démocratie directe, qui propose aux citoyens une voie directe vers la prise de décision politique, mais peut contourner les protections et les procédures régulières. ELECTRUST se penche sur les risques et les avantages des systèmes de vote par internet. Et POLEMIC se demande si l’appel aux émotions négatives des électeurs est vraiment en hausse, ou même une stratégie efficace.

Enfin, les travaux menés par FASDEM examinent les trajectoires des États et soulignent que la transition vers une démocratie libérale n’est pas une fatalité, ni un aboutissement toujours stable. Il nous met en garde contre le fait de considérer ce que nous avons comme acquis; pour survivre, la démocratie doit être défendue.

europa.eu